

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2020-MD-12-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE pris à l'encontre de la société Charles MORONI afin de régulariser la situation de l'exploitation des activités de son établissement situé sur le territoire des communes de Moncetz l'Abbaye et Isle sur Marne

Le préfet de la Marne

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires n° 2008-A-08-CARR du 28 janvier 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-A-016-CARR du 5 septembre 2014 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2019 établi à l'issue de la visite d'inspection du 28 juin 2019 ;

Vu la transmission à l'exploitant, le 9 décembre 2019, d'un courrier lui proposant d'émettre des remarques sur le projet d'arrêté qui est resté sans réponse de sa part ;

Considérant les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»* ;

Considérant que la protection de la faune et de la flore nécessite que le dépôt de matériaux situé sur la rive ouest du plan d'eau du site C soit évacué ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

La société Charles Moroni, dont le siège social est situé au 60 boulevard du Val de Vesie à Saint-Léonard (51500), est mise en demeure de respecter l'article 30 de l'arrêté préfectoral n° 2008-A-08-CARR du 28 janvier 2008 :

« Article 30 – Protection de la faune et de la flore

Sur le site C, aucun stockage ne devra être fait sur la rive ouest du plan d'eau déjà existant afin de préserver le criquet bleu et le lézard vivipare. »

ARTICLE 2

La société Charles Moroni respecte les dispositions de l'article 1 sous un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

- obliger l'exploitant à consigner, entre les mains d'un comptable public, une somme répondant du montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre, par arrêté, le fonctionnement des installations, jusqu'à exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000€ et une astreinte journalière au plus égale à 1 500€ applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

ARTICLE 5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne par intérim ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'aux maires des communes de Moncetz l'Abbaye et Isle sur Marne qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairies aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société MORONI, sise 60 boulevard du Val de Vesle Prolongé à Saint-Léonard (51500) .

Châlons-en-Champagne, le

21 JAN. 2020

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Denis GAUDIN

Délais et Voies de Recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr